Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde

44 | 2010

De l'École de préparation des professeurs de français à l'étranger à l'UFR DFLE. Histoire d'une institution (1920-2008)

De l'ESPPPF à l'UER EFPE : l'émergence d'un acteur universitaire de la didactique du FLE (1945-1980)

Georges Daniel Véronique

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/dhfles/2769>

DOI : 10.4000/dhfles.2769

ISSN : 2221-4038

Éditeur

Société Internationale pour l'Histoire du Français Langue Étrangère ou Seconde

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2010

Pagination : 89-102

ISSN : 0992-7654

Référence électronique

Georges Daniel Véronique, « De l'ESPPPF à l'UER EFPE : l'émergence d'un acteur universitaire de la didactique du FLE (1945-1980) », *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde* [En ligne], 44 | 2010, mis en ligne le 31 janvier 2014, consulté le 25 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/dhfles/2769> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/dhfles.2769>

Ce document a été généré automatiquement le 25 mars 2023.

Tous droits réservés

De l'ESPPPFE à l'UER EFPE : l'émergence d'un acteur universitaire de la didactique du FLE (1945-1980)¹

Georges Daniel Véronique

0. Introduction

- 1 L'École de préparation des professeurs de français à l'étranger (EPPFE), fondée en 1920, est conçue par Ferdinand Brunot comme une École normale pour l'enseignement du français à l'étranger. Dès sa création, l'école occupe une place particulière dans le paysage universitaire parisien et français. En effet, elle se situe entre les Cours de langue et de civilisation de la Sorbonne, créés en 1919, qui dispensent des cours pratiques de langue française aux étudiants étrangers (ces deux institutions seront gérées, un temps, par les Amis de l'université, association loi 1901), et les nombreux instituts que fonde l'université de Paris à l'étranger ou qu'elle patronne, dans son entreprise de rayonnement international. H. Chamard, futur directeur, présente l'École aux lecteurs de la *French Review* américaine, en 1930, en ces termes :

Dans la foule des Instituts que comprend à cette heure l'université de Paris, il en est un qui doit offrir aux lecteurs de la *French Review* un intérêt particulier : c'est l'École de Préparation des Professeurs de français à l'étranger.

- 2 Le Diplôme d'aptitude à l'enseignement du français à l'étranger, décerné par l'EPPFE, est institué à l'université de Paris par arrêté du 27 octobre 1920 ; Edmond Huguet est alors le directeur de l'École. Ce diplôme couronne une formation de deux années ouverte aux étrangers et aux nationaux. Le règlement de l'école et son diplôme seront modifiés le 4 juin 1931, puis de nouveau le 1^{er} décembre 1941. Entre temps, Huguet quitte la direction de l'École dont il a été le premier directeur ; Chamard lui succède en 1935. Le diplôme d'aptitude comporte alors un enseignement en langue (grammaire) et littérature françaises. Selon Chamard (1930), de 1920 à 1930, 1 777 étudiants, dont une

majorité d'étrangers, fréquentent l'école. Dufourcq, secrétaire de l'École, indique qu'à la date de 1934, soit treize ans après sa création, l'EPPFE a décerné 1 069 diplômes de professeurs de français ; un cinquième des diplômes a été attribué à des Français exerçant à l'étranger. Dans la période qui précède la Seconde Guerre mondiale, la vocation et la place de l'École ne sont guère contestées. Comme le souligne R. Galisson (1994), elle est la seule institution à préparer des professeurs de français à l'étranger ; le premier cours de formation des professeurs de l'Alliance française ne sera ouvert que vingt-huit ans plus tard, en 1948.

- 3 Le propos de cet article est d'examiner le rôle de l'École de la Sorbonne dans la période 1945-1980, qui voit le champ du français langue étrangère se constituer et s'affirmer (Porcher 1987, Moirand 1988). Au cours de ces décennies, cette institution connaîtra des changements de statuts et d'appellations. Finalement, elle sera érigée en Unité d'enseignement et de recherche (UER) en 1969 dans le cadre de la loi d'orientation des universités, dite loi Faure, puis ultérieurement en Unité de formation et de recherche (UFR) en 1985. Ce sont les positionnements de l'École et son action dans cette période fondatrice que je souhaite saisir. Deux points m'intéresseront particulièrement : la relation de l'École au Certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire (CAPES) de lettres modernes, fidèle en cela à sa vocation initiale, et l'émergence de la recherche universitaire dans l'enseignement du français langue étrangère, avec son lot de nouvelles certifications, qui modifie profondément la mission de cette institution.

1. La constitution du « champ » du français langue étrangère et l'École supérieure de préparation et de perfectionnement des professeurs de français à l'étranger (ESPPPF)

- 4 Après 1945, s'ouvre une période de mutation importante dans le domaine de l'enseignement du français aux étrangers, suscitée, entre autres, par l'action gouvernementale, celle du ministère des Affaires étrangères et du ministère de l'Éducation nationale par l'intermédiaire de la Direction générale des relations culturelles et des œuvres françaises à l'étranger (DRT) (1945) et de la Direction de la coopération avec la Communauté et l'étranger (DGCE) (1959). De nouvelles initiatives d'aménagement linguistique et didactique sont prises. L'élaboration du *français élémentaire*, devenu *fondamental* en 1959, est confiée à un centre spécialisé rattaché à l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Le projet de constitution d'une grammaire et d'un vocabulaire du français pour son enseignement à des publics débutants, puis l'invention de la méthodologie structuro-globale audio-visuelle (SGAV), inaugurent de nouvelles pratiques en matière d'enseignement de la langue française comme langue étrangère. À la fin de cette décennie fondatrice, en 1959, est créé le Bureau pour l'enseignement de la langue et de la civilisation françaises (BELC), qui doit œuvrer à la diffusion du français dans les secteurs scolaires et universitaires étrangers (Capelle 1984), à côté du Centre du français élémentaire, transformé, la même année, en Centre de recherche et d'étude pour la diffusion du français (CREDIF).
- 5 La prééminence de l'institution de la Sorbonne dans le champ émergent de l'enseignement du français aux étrangers est assurément contestée par la création du BELC et du CREDIF et par l'innovation méthodologique de la méthode SGAV (Coste

coord., 1984). Galisson (1994) accusera d'ailleurs, bien plus tard et à tort sans doute, la formation méthodologique dispensée par le CREDIF d'être à l'origine de l'extinction de la mention « étranger » du CAPES de lettres modernes.

1.1. De l'École de préparation des professeurs de français à l'étranger (EPPFE) à l'École supérieure de préparation et de perfectionnement des professeurs de français à l'étranger (ESPPPFE)

- 6 Alors que l'élaboration du *français élémentaire*, avec son cortège de polémiques, se met lentement en place, Pierre Fouché, nommé directeur de l'EPPFE à compter du 1^{er} janvier 1945, prépare une modification du programme de formation de l'École, assortie d'un changement d'appellation. Il obtient le 30 octobre 1945 que l'EPPFE soit dorénavant dénommée École supérieure de préparation et de perfectionnement des professeurs de français à l'étranger (ESPPPFE). Le 23 juin 1947, le principe de créer une troisième année d'études à l'ESPPPFE reçoit l'accord de l'assemblée de la Faculté des lettres de l'université de Paris. Le 7 juillet 1947, le Conseil de l'université approuve le projet. Le programme de cette troisième année est accepté le 19 juin 1948 et fera l'objet d'un arrêté de l'université en date du 13 décembre 1949. Cette augmentation de la durée de formation permet d'établir une équivalence entre le Diplôme que décerne l'ESPPPFE et la licence de lettres modernes.
- 7 On relèvera qu'une formation en phonétique est obligatoire dans le diplôme rénové, formation dispensée à l'Institut de phonétique de l'université de Paris dont P. Fouché est également directeur.

1.2. Une politique pour l'École supérieure de préparation et de perfectionnement des professeurs de français à l'étranger (ESPPPFE) dans les années 50 et 60

- 8 Dans la période de l'après-guerre où elle perd sa suprématie en matière de formation pédagogique et méthodologique dans le domaine de l'enseignement du français à l'étranger, l'École opère, sous l'impulsion de Pierre Fouché et de sa secrétaire générale, Marthe Lanson-Marin (décédée le 28 décembre 1963), trois choix décisifs. Tout d'abord, elle s'impose comme centre de préparation du CAPES de lettres modernes mention « étranger », concours de création récente. Selon Lanson-Marin, dans un article paru dans le numéro 52 de la revue *Avenirs* du Bureau universitaire de la statistique, « M. Fouché avait conçu ce plan dès 1945 ; à ce moment les Élèves de l'École Supérieure de Préparation et de Perfectionnement des Professeurs de Français à l'Étranger se préparaient pour le seul diplôme d'Université. La formule s'est révélée excellente puisque nombre de ces diplômés se sont présentés aux concours du C.A. ou du C.A.P.E.S. sans autre formation et ont obtenu 100 % de succès. Ces résultats permettent d'aborder sans changement de programme la nouvelle voie officielle. »
- 9 Dans les années 60 également, l'ESPPPFE adopte partiellement les nouvelles méthodologies d'enseignement développées aux États-Unis par l'*applied linguistics*, la méthodologie audio-orale et la méthodologie SGAV du CREDIF. Un laboratoire de

langues est créé en 1960 ainsi qu'un certificat de formation à la méthodologie audiovisuelle (le CDMAV) en 1969.

- 10 L'École organise des stages pédagogiques pour les étrangers, professeurs de français, de deux mois ou d'une année scolaire, en liaison avec le Centre international d'études pédagogiques (CIEP) et le CREDIF. Elle est conduite à fournir des prestations de formation de formateurs pour des organismes externes, notamment dans le cadre des stages organisés par le BELC. On peut voir dans ces ouvertures la trace de l'action de Colette Stourdzy, conseiller pédagogique au CIEP et professeur à l'ESPPPFE.
- 11 Le successeur de P. Fouché, Verdun-Léon Saulnier poursuivra avec Marthe Lanson-Marin puis, au décès de cette dernière, avec Colette Parent, cette politique de diversification en faisant également de l'ESPPPFE un centre de perfectionnement pour professeurs français et étrangers, mais aussi « un laboratoire de pédagogie appliquée », un « centre de recherche méthodologique » et un « centre de direction de travaux universitaires ».
- 12 Vers la fin des années 60, l'École accueille en son sein des transfuges du BELC et du CREDIF. L'une des recrues les plus notoires est Robert Galisson, ancien élève de l'École, qui après avoir séjourné au BELC entre 1964 et 1969 où il soutient une thèse en linguistique appliquée, revient vers l'ESPPPFE pour y jouer un rôle majeur². La collaboration avec le BELC verra la naissance d'une collection d'ouvrages, « Le français dans le monde. BELC », éditée par Hachette/Larousse ; E. Wagner, R. Galisson et P. Le Goffic, tous de l'ESPPPFE et de l'IFPE, y apporteront leur contribution.

2. L'ESPPPFE et la création du CAPES de lettres modernes mention « étranger »

- 13 En 1941, le ministère de l'Éducation nationale met en place les certificats d'aptitude à l'enseignement dans les collèges (CAEC). Selon André Chervel (1993), « l'augmentation des effectifs dans les collèges, la refonte des systèmes de carrière et l'ouverture des lycées, collèges et écoles normales à tous les titulaires de l'enseignement secondaire, qu'ils soient agrégés ou certifiés, amène le ministère à franchir le pas décisif, et à transformer les CAEC en certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire (CAPES) dont la première session a lieu en 1952 ». Au CAPES de 1951, succède une seconde version du CAPES en 1952, dont la première session aura lieu en 1953. C'est à l'occasion de la modification de la formule du CAPES (décret du 17 janvier 1952) que l'ESPPPFE se voit confier la préparation de la mention « étranger » du CAPES section lettres modernes.
- 14 Les acteurs de cette initiative sont des inspecteurs généraux ainsi que Pierre Fouché et Marthe Lanson-Marin. Parmi ces cadres, il convient de citer, en premier lieu, l'inspecteur général Pierre Clarac, du Service universitaire des relations avec l'étranger (SURE) au ministère de l'Éducation nationale, et membre du jury du Diplôme de professeur de français à l'étranger de l'École de la Sorbonne, et, ensuite, Marcel Abraham (qui a été Directeur de cabinet au ministère de l'Éducation nationale en 1950 et responsable du SURE), qui est alors Directeur de l'enseignement du second degré où il a succédé à Gustave Monod en octobre 1950, et Charles Brunold, responsable de cabinet au ministère de l'Éducation nationale, qui succédera à son tour à M. Abraham, en 1952, à la Direction de l'enseignement du second degré.

- 15 Dès le 1^{er} août 1950, P. Clarac écrit à Messieurs Abraham et Monod, sans doute à l'instigation de P. Fouché, à propos de l'ESPPPFE et du CAPES. L'ensemble de ces démarches aboutit à la circulaire du 5 août 1952.
- 16 La circulaire de 1952, signée Brunold, Directeur général de l'enseignement du second degré, dont l'objet est le « CAPES nouveau régime pour l'étranger », définit « [...] les dispositions prévues pour le recrutement des professeurs de français pour l'étranger, en accord avec le Service universitaire des relations avec l'étranger ». Elle précise le contenu du stage pratique des étudiants de troisième année de l'ESPPPFE reçus aux épreuves théoriques du CAPES. Rattachés au Centre pédagogique régional de Paris, ils accomplissent leur année de stage pour partie à l'École et pour partie dans un établissement du second degré. Elle stipule que la partie pratique du concours sanctionnera cette double formation et que la mention « étranger » sera attribuée par l'École après une interrogation spéciale sur les matières qu'elle enseigne en troisième année.
- 17 Le 12 mars 1957, dans une lettre adressée au ministre de l'Éducation, P. Fouché prévoit un aménagement pour les candidats au concours d'entrée à l'Institut préparatoire de l'enseignement du second degré (IPES) souhaitant présenter le CAPES de lettres modernes mention « étranger ». Selon les termes de P. Fouché, son projet « tend à incorporer l'École dans le cadre de l'IPES comme elle l'était dans le cadre du CAPES ». Son successeur, V.-L. Saulnier, nommé à compter du 1^{er} octobre 1962, s'efforcera d'obtenir un allongement de la liste des admis à l'IPES en faveur des candidats de l'École et un aménagement de leur formation à l'IPES en tenant compte de leurs études à l'École.
- 18 La note du 5 février 1958 émanant de la Direction de l'enseignement du second degré intervient après cinq ans de mise en œuvre du CAPES. Elle remplace la circulaire du 5 août 1952 et apporte des précisions sur les conditions d'inscription des élèves de l'École au concours ainsi que les modalités du stage pratique et la nature des épreuves pratiques. Ainsi, des trois périodes de stage prévues, la première et la troisième se déroulent dans un lycée ou un collège alors que la période intermédiaire a lieu à l'ESPPPFE. La note précise également l'obligation d'accepter un poste à l'étranger, y compris dans les pays nouvellement indépendants tels le Maroc ou les « États associés du VietNam, du Laos et du Cambodge ».

3. Vie et mort de la préparation au CAPES de lettres modernes mention « étranger »

- 19 Selon les indications de l'École, entre 1950-51 et 1967, 958 étudiants, dont 680 étrangers, sont accueillis dans les trois années de préparation au diplôme de professeur de français à l'étranger et du CAPES de lettres modernes (mention étranger). Durant la même période, 102 diplômes sont décernés (les Français représentent toujours le quart des diplômés comme dans les années 30) et 42 nationaux sont reçus au CAPES de lettres modernes mention « étranger ». Pour chaque promotion, la moitié des effectifs est inscrite en première année, ce qui indique un taux d'échec important (seule la moyenne de 12/20 permet l'admission en deuxième année) et un taux d'abandon tout aussi important. Cependant, on peut penser que beaucoup d'élèves étrangers se satisfont du Certificat d'aptitude à l'enseignement du français à l'étranger qui

sanctionne la première année d'étude (la moyenne de 10/20 est requise). Ces chiffres sont en deçà de la période de l'avant-guerre et pourraient porter témoignage d'une désaffection à l'égard du français.

- 20 Les années 60 sont des années de rénovation matérielle (l'École obtient des locaux au centre universitaire Censier en 1965 et installe son laboratoire de langues ainsi que sa bibliothèque dans des conditions plus favorables qu'à la Sorbonne) et de réorganisation. Un arrêté du 18 juillet 1963 (paru au *Journal officiel* du 31 juillet 1963) entérine le changement de dénomination de l'ESPPPF en Institut des professeurs de français à l'étranger. Le vœu en avait été émis par l'assemblée de la Faculté de lettres et sciences humaines de l'université de Paris le 15 décembre 1962, à l'initiative de Saulnier, nommé directeur à compter du 1^{er} octobre 1962. Dans le cadre de la préparation au diplôme de professeur (3^e année et année du CAPES), l'IPFE accueille, dès l'année universitaire 1963-64, les enseignements de A. J. Greimas et d'Antoine Culioli en linguistique appliquée, de Georges Gougenheim et de Paul Rivenc sur le vocabulaire et le français parlé, de Maurice Bruézière, directeur de l'École pratique de l'Alliance française de Paris, de Henri Mitterand en littérature française, de Guy Capelle, directeur en exercice du BELC, et de Colette Stourdzé pour des cours de méthodologie et d'enseignement de linguistique appliquée.
- 21 Dans le contexte de la réorganisation qu'il impulse, V.-L. Saulnier réclame que des titulaires du CAPES de lettres modernes (mention étranger) soient affectés à l'IPFE³.
- 22 Dans un contexte de changement institutionnel (voir *infra* 5), le Conseil de l'UER, qui a remplacé l'IPFE, se préoccupe du devenir du CAPES de lettres modernes dès 1971. Jean-Yves Tadié fait une intervention en ce sens au Conseil du 14 décembre 1971 (procès-verbal du Conseil). Le 8 mai 1972, le Conseil est invité à se prononcer sur le maintien ou la suppression de la préparation de l'année théorique du CAPES. Une réponse positive en faveur du maintien pour l'année 72-73 de cette préparation est formulée par le même Conseil le 5 juin 1972. Pourtant en décembre 1972, le Conseil d'UER adopte la suppression de cette préparation théorique par huit voix et trois abstentions (procès-verbal du 4 décembre 1972). Deux arguments motivent cette décision : le coût de la formation dispensée et une interrogation sur la vocation de l'UER à préparer à ce concours. Cette décision est l'indice fort d'un changement de conception de l'École de la Sorbonne, voire du fonctionnement du français à l'étranger. Dès lors, le Conseil s'attelle à la définition des modalités d'entrée en année pratique du CAPES de lettres modernes (mention étranger). Deux ans plus tard, le même Conseil constate une baisse des effectifs au CAPES pratique (procès-verbal de l'UER de novembre 1974). Par la suite, il ne sera plus question du CAPES au Conseil d'UER. La mention « étranger » disparaîtra du CAPES de lettres modernes en 1980, sans réaction apparente.

4. L'IPFE et l'intégration universitaire

- 23 Le décret 69-240 du 19 mars 1969 (portant application de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur et relative à divers instituts, centres et écoles) érige l'IPFE en UER soumise à la loi du 12 novembre 1968. Il devient d'abord l'UER n° 116 de Paris III (arrêté du 21 mars 1970), avant de prendre le nom d'UER d'Études françaises pour l'étranger (EFPE), UER 16 de Paris III, en 1971 (notification ministérielle du 11 octobre 1971).

- 24 L'évolution qu'implique cette intégration universitaire avait été amorcée dès le directorat de V.-L. Saulnier, dans les années 60, notamment par son souci de rénover les contenus d'enseignement. Cette évolution se traduira par une réorganisation interne de l'UER et surtout par le désir de mettre en place des diplômes nationaux. En 1969-70, sont créés un certificat d'études supérieures, le C2 (certificat accompagnant le mémoire de maîtrise selon la réforme Fouchet de 1966), intitulé « Recherches et enquêtes en linguistique appliquée » et un « Diplôme supérieur de linguistique appliquée à l'enseignement du français à l'étranger » (à la demande du BELC, pour les orienteurs pédagogiques) (procès-verbal du 19 novembre 1969). Par la suite, ce C2 se nommera « Méthodes de recherches en linguistique appliquée ». Ces transformations s'effectuent sous la direction de B. Quemada, propagateur de la linguistique appliquée en France et créateur des *Études de linguistique appliquée* (ancienne série de 1962 et nouvelle série de 1971), directeur de l'IPFE (1968-70) puis de l'UER EFPE (1971-1974), et de P. Le Goffic, directeur de 1974 à 1977.
- 25 Dès 1971 (procès-verbal du Conseil d'UER du 29 janvier 1973), l'UER demande la création de titres et grades nationaux d'études françaises pour l'enseignement à l'étranger. Il s'agit d'un DUEL (obtenu à la fin de la 2^e année), d'une licence et d'une maîtrise. En dépit d'échecs répétés, le Conseil réitère cette demande en 1973. La même année, l'UER met en place une maîtrise faisant suite à la licence d'enseignement de lettres modernes, un doctorat de spécialité (3^e cycle) et un doctorat d'université. Il est également question de créer un diplôme d'études avancées de méthodologie de l'enseignement du français langue étrangère (langues de spécialité) et d'un doctorat de spécialité (linguistique appliquée à la pédagogie des langues) (procès-verbal du Conseil d'UER du 17 décembre 1974). Il faudra attendre 1983 pour voir la création d'un deuxième cycle de didactique du français langue étrangère.
- 26 En 1974, l'UER EFPE compte trois composantes :
- 27 – l'IPFE, qui continue à assurer la formation des enseignants et leur perfectionnement, fidèle à la vocation initiale de l'institution ;
- 28 – l'IRADIF (Institut de recherches et d'applications pour la diffusion du français) (recherche et doctorats), qui assure des enseignements de maîtrise et de doctorat dans le cadre de séminaires dirigés par B. Quemada (séminaires de méthodologie et de recherche), R. Galisson (séminaires d'études et de recherche en linguistique appliquée) et R. Fayolle ;
- 29 – le CEFMC (Centre d'études françaises modernes et contemporaines pour étrangers).
- 30 Cette organisation, qui sera conservée par la suite, montre bien comment l'intégration universitaire de l'ancienne école l'a partiellement détournée de sa fonction initiale pour lui assigner d'autres missions.

5. L'IPFE et la recherche en linguistique appliquée et en didactique des langues

- 31 À la fin des années 60, l'IPFE, puis l'UER EFPE deviennent l'un des lieux majeurs de l'affrontement entre la linguistique appliquée et la didactique des langues au sein du monde universitaire. Robert Galisson est l'un des principaux théoriciens de cette confrontation à travers ses écrits (fort utilement réunis dans les *Études de linguistique*

appliquée, n° 79 de 1990) et son action de formation à la recherche en didactique des langues qu'il détaille dans les *ELA*, n° 95 de 1995.

- 32 Dans le même temps où Galisson et ultérieurement Porcher travaillent à affirmer l'autonomie de la didactique des langues par rapport à la linguistique, P. Le Goffic, entre le BELC et l'UER EFPE, produit, en collaboration avec N. Combe Mc Bride (Le Goffic et Combe Mc Bride 1975), une relecture des constructions fondamentales du français à la lumière des travaux de Maurice Gross. Ce travail passera inaperçu à cause de la montée de la didactique des langues et du débat autour de la méthodologie fonctionnelle qui occupe les esprits dans les années 70.
- 33 L'attractivité de l'IPFE et de l'UER EFPE réside moins dorénavant dans la formation dispensée à des formateurs en français pour l'étranger que dans sa capacité à contribuer à la recherche émergente en didactique des langues.

6. Conclusion

- 34 La période 1945-1980 est celle d'une mutation du champ de l'enseignement du français langue étrangère par l'émergence de nouveaux acteurs et de besoins nouveaux. L'évolution de l'ESPPPFE accompagne ce changement et l'exemplifie. La réussite initiale que représentait le fait d'être devenu le lieu où se préparait le CAPES de lettres modernes (mention étranger) dans ses parties théorique et pratique s'estompe. L'avènement de la linguistique et de la psycholinguistique est intégré dans les formations dispensées par l'IPFE mais bientôt l'activité de formation de formateur cède le pas à celle de producteur de recherche en linguistique appliquée et en didactique des langues.
- 35 L'évolution de l'université accentue également ce changement. École interne à l'université de Paris, l'IPFE est transformé en Unité d'enseignement et de recherche de la nouvelle université Paris 3. On peut lire cette histoire récente comme celle d'une « relative normalisation » d'une institution spécifique sous les effets des réformes de l'université, de la loi dite Faure et de ses séquelles. Dorénavant la recherche prend le pas sur la formation des formateurs et les diplômes nationaux sur les certifications locales.

BIBLIOGRAPHIE

BESSE, Henri (1998). Contribution à l'histoire du mot *didactique*. In J. Billiez (éd.), *De la didactique des langues à la didactique du plurilinguisme*, p. 17-30, Grenoble : CDL-LIDILEM.

CAPELLE, Guy (1984). La fondation du Bureau d'étude et de liaison pour l'enseignement du français dans le monde. In D. Coste (coord.), *Aspects d'une politique de diffusion du français langue étrangère depuis 1945. Matériaux pour une histoire*, p.99-103, Paris : Hatier.

CHAMARD, Henri (1930). « Un Institut de la Sorbonne : l'École de Préparation des Professeurs de Français à l'Étranger », *The French Review*, vol IV, n° 1(reprint).

CHERVEL, André (1993). *Histoire de l'agrégation. Contribution à l'histoire de la culture scolaire*. Paris : INRP / Éd. Kimé.

CHEVALIER, Jean-Claude (1984). Linguistique appliquée et linguistique tout court. In D. Coste (coord.), *Aspects d'une politique de diffusion du français langue étrangère depuis 1945. Matériaux pour une histoire*, p.119-126, Paris : Hatier.

COSTE, Daniel (coord.) (1984). *Aspects d'une politique de diffusion du français langue étrangère depuis 1945. Matériaux pour une histoire*. Paris : Hatier.

LE GOFFIC, Pierre et COMBE MAC BRIDE, Nicole (1975). *Les constructions fondamentales du français*. Paris : Hachette et Larousse.

GALISSON, Robert (1990). « De la linguistique appliquée à la didactologie des langues-cultures », *Études de linguistique appliquée*, 79.

— (1995). « Formation à la recherche en didactologie des langues-cultures », *Études de linguistique appliquée*, 95, p. 119-159.

LORRAIN, Sophie (2005). « Les concours de recrutement des germanistes : l'agrégation et le CAPES d'allemand de 1952 à 2002 », in M. Mombert (éd.), *L'enseignement de l'allemand XIX^e-XX^e siècles, Histoire de l'éducation*, numéro spécial, 106, p. 153-215.

MARIN, Marthe [s.d.]. « La préparation en Sorbonne des Professeurs pour l'enseignement officiel de la langue française à l'étranger », *Avenirs*, 52.

MARIN-ROMBIER, Anne-Catherine, (inventaire) AJ 16 6945-6996. *Instituts français à l'étranger. Relations internationales de l'université de Paris (1843-1965)*.

MOIRAND, Sophie (1988). *Une histoire de discours... une analyse des discours de la revue Le Français dans le monde 1961-1981*. Paris : Hachette.

PETIT, G. (1951). « La réforme du C.A.P.E.S. », *L'université syndicaliste*, 76, 15 nov. 1951, p. 3-4.

PORCHER, Louis (1987). *Champs de signes. États de la diffusion du français langue étrangère*. Paris : CREDIF / Didier.

— (1995). *Le français langue étrangère, émergence et enseignement d'une discipline*. Paris : CNDP / Hachette.

SPAËTH, Valérie (1998). *Généalogie de la didactique du français langue étrangère. L'enjeu africain*. CIRELFA, Agence de la francophonie : Didier Érudition.

NOTES

1. Je voudrais exprimer mon extrême gratitude à Mesdames Stéphanie Méchine et Alice Château du service des archives du Rectorat qui m'ont permis d'accéder aux archives de l'École, à Monsieur Thierry Holzer de la Mission des Archives nationales, à Mesdames Montel, Wagner, Lèbre et Naturel qui m'ont apporté leurs témoignages sur l'École et le CAPES de lettres modernes, mention étranger, avec beaucoup de gentillesse et de générosité et, enfin, *last but not least*, à Madame Marie-Paule Breton, véritable mémoire vivante de l'UFR Didactique du français langue étrangère, sans qui cette recherche n'aurait pas été possible.

2. Parmi les autres transfuges, citons Emmanuèle Wagner, Pierre Le Goffic, Monique Lèbre et, plus tard, Louis Porcher.

3. Emmanuèle Wagner, reçue au CAPES de lettres modernes (mention étranger) en 1957, enseigne ensuite, en qualité de maître-assistant à l'ESPPPE. Monique Lèbre, ipessienne, est reçue

au CAPES (mention étranger) en 1969, et après un passage au BELC, termine sa carrière comme maître de conférences à l'UER d'études françaises à l'étranger. Mireille Naturel, ipessienne, réussit le CAPES (mention étranger) en juin 1979 – c'est l'une des dernières promotions à passer cette mention – et rejoint l'UER, après un séjour à l'étranger.

RÉSUMÉS

ESPPPF, BEL/BELC, CREDIF, école de perfectionnement, formation des professeurs, professeurs de français, enseignement du français, didactique du français langue étrangère, linguistique appliquée, Fouché, Saulnier, Robichez, Quemada

On s'attache à ce qui apparaît à maints égards comme une période de transition dans la vie de l'ESPPPF/IPFE : celle qui s'étend de l'immédiat après-guerre jusqu'au début des années 1970, c'est-à-dire au moment où elle devient une unité d'enseignement et de recherche de plein exercice (loi E. Faure). On indique ce qu'ont été les choix de l'École en matière de formation (renouvellement des programmes et des méthodes d'enseignement, recours à la linguistique, préparation à l'« option étranger » du CAPES de lettres, etc.) – choix effectués sous les directions successives de Pierre Fouché, Verdun-Léon Saulnier, Jacques Robichez et Bernard Quemada, et avec l'aide de Marthe Lanson-Marin (1943-1963) et de Colette Parent, secrétaires générales de l'Institut. On tente de préciser le contexte dans lequel l'École a poursuivi sa mission de formation des professeurs de français à (puis pour) l'étranger (contexte de la constitution de la didactique du français langue étrangère en discipline autonome s'opposant à la linguistique appliquée à l'enseignement des langues ; création de nouvelles institutions qui se consacrent au FLE, notamment le BEL/BELC et le CREDIF) et son inscription dans ce champ émergent.

The paper focuses on a transitional period of the history of ESPPPF/EPFE from the end of WWII to the 70s, when the school became an Unité d'enseignement et de recherche, a research and teaching unit of the University Paris 3. It discusses the choices made in terms of training (changes in teaching curricula and training methods, recourse to linguistics, teaching of French as a foreign language, option of the CAPES of French, etc.). These changes have been implemented by Pierre Fouché, Verdun-Léon Saulnier, Jacques Robichez and Bernard Quemada, assisted by Marthe Lanson-Marin (1943-1963) and Colette Parent, general secretaries of the Institute. The paper describes the context in which the school carried out its training programme for teachers of French abroad (*à l'étranger* then *pour l'étranger*). This context is the one created by the constitution of Teaching of French as a foreign language as an autonomous field vs applied linguistics and the creation of new institutions, especially BEL/BELC and CREDIF. The paper attempts to investigate the way in which the school defines its position vis à vis the Teaching of French as a foreign language.

AUTEUR

GEORGES DANIEL VÉRONIQUE

Université de Provence & DILTEC Paris 3